

# ACTION URGENTE

## RISQUE DE TORTURE POUR UN ADOLESCENT EN CHINE

**Noor Ul Islam Sherbaz, âgé de 17 ans, est détenu au secret depuis le 27 juillet à Ürümqi, capitale de la région autonome ouïghoure du Xinjiang, dans l'ouest de la Chine. Il risque d'être torturé et maltraité et sa famille craint qu'il ne soit en danger de mort.**

Noor Ul Islam Sherbaz a été arrêté par la police au marché de Nanmen à Ürümqi le 27 juillet. La police a indiqué aux membres de sa famille qu'il avait été arrêté en raison de sa participation présumée à des manifestations dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang le 5 juillet 2009. On leur a dit qu'un garçon de sa stature était soupçonné d'avoir jeté des pierres sur des personnes ce jour-là. Noor Ul Islam Sherbaz est détenu à la prison de Shisen à Ürümqi. Personne n'a été autorisé à le voir depuis son arrestation. Des personnes récemment libérées de la prison de Shisen ont indiqué que les conditions carcérales y étaient extrêmement dures et que certains prisonniers y mouraient de froid, de faim et de maladie. Les prisonniers seraient détenus dans leur cellule 24 heures sur 24.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais ou dans votre propre langue) :

- appelez les autorités à faire immédiatement toute la lumière sur la situation de Noor Ul Islam Sherbaz et sur les raisons de son maintien en détention ;
- exhortez les autorités à libérer Noor Ul Islam Sherbaz immédiatement et sans condition, à moins qu'il ne soit inculpé d'une infraction universellement reconnue ;
- priez instamment les autorités de veiller à ce qu'il ne soit pas soumis à la torture ou à d'autres mauvais traitements pendant sa détention ;
- appelez les autorités à faire le nécessaire pour qu'il lui soit permis d'entrer en contact avec ses proches et un avocat qu'il aura choisi, ainsi que de recevoir tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 28 JANVIER 2009 À :

Chef du gouvernement de la région autonome ouïghoure du Xinjiang :

Nur BEKRI Zhuxi  
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu Renmin  
Zhengfu, 2 Zhongshanlu, Wulumuqishi,  
830041  
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu  
République populaire de Chine  
Courriel : master@xinjiang.gov.cn

**Formule d'appel : Dear Chairman, /  
Monsieur,**

Directeur du Service de Sécurité publique de la région autonome ouïghoure du Xinjiang :

LIU Yaohua Tingzhang  
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu Gong'anting  
58 Huanghelu  
Wulumuqishi 830001  
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu  
République populaire de Chine

**Formule d'appel : Dear Director, /  
Monsieur,**

### Copies à :

Président de la Commission d'État pour les affaires ethniques de la République populaire de Chine

YANG Jing Zhuren  
Guojia Minzu Shiwu Weiyuanhui  
252 Taipingqiaodajie, Xichengqu  
Beijingshi 100800  
République populaire de Chine

**Formule d'appel : Your Excellency /  
Monsieur,**

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays.** Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## RISQUE DE TORTURE POUR UN ADOLESCENT EN CHINE

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

À la suite des troubles qui ont eu lieu en juillet dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, les autorités ont arrêté des milliers de personnes, en auraient déféré plusieurs dizaines devant la justice et ont menacé de peines sévères toutes celles impliquées dans ces événements. Neuf personnes ont été exécutées et huit autres ont été condamnées à mort pour leur participation aux émeutes du 5 juillet. Des témoignages oculaires dont Amnesty International a eu connaissance contredisent les comptes rendus du gouvernement sur les événements de juillet et semblent indiquer que les autorités ont eu recours à une force excessive ayant fait des blessés et des morts, probablement par centaines, parmi des manifestants qui au départ étaient non violents.

Au Xinjiang, les autorités associent généralement les activités culturelles des Ouïghours, leurs pratiques religieuses et leurs manifestations de dissension aux « *trois maux* » : « *terrorisme, séparatisme et extrémisme religieux* ». De nombreux Ouïghours sont détenus de manière arbitraire et incarcérés en tant que prisonniers politiques ou prisonniers d'opinion.

Ilham Tohti, rédacteur en chef d'un site Internet populaire, *Uighurbiz.net*, a été arrêté chez lui le 8 juillet, peu après que les autorités eurent déclaré que les articles publiés sur son site avaient alimenté la violence. Il a démenti les accusations portées contre lui, affirmant qu'il n'accepterait jamais le recours à la violence. Il a été libéré le 23 juillet mais demeure sous surveillance. Selon certaines informations non confirmées, d'autres membres du personnel et contributeurs réguliers de *Uighurbiz.net* auraient disparu.

Le 27 septembre, le Comité permanent de l'Assemblée populaire de la région autonome ouïghoure du Xinjiang a introduit une nouvelle réglementation interdisant explicitement l'utilisation d'Internet en vue de « *mettre en danger la sécurité de l'État* » et d'« *encourager le séparatisme ethnique* ». Des dispositions relatives aux infractions constituant une « *mise en danger de la sécurité de l'État* » figurent dans le code pénal chinois. Parmi les actes incriminés à ce titre, on peut citer la « *subversion de l'État* », le « *séparatisme* » et la « *divulgaration de secrets d'État* ». Depuis quelques années, les autorités chinoises ont de plus en plus recours à ces dispositions du Code pénal formulées en termes vagues pour réduire au silence et emprisonner les militants pacifiques et pour entraver la liberté d'expression.

AU 336/09, ASA 17/071/2009, 15 décembre 2009

